

# Maximiser l'impact économique des transferts monétaires: le rôle des investissements publics agricoles

*Stephanie Levy, London School of Economics, Department of International Development et  
Sherman Robinson, International Food Policy Research Institute Environment and Production Technology Division*

La plupart des pays en développement s'engage aujourd'hui à mettre en place des mesures de protection sociale pour les franges les plus vulnérables de leur population, sous forme entre autres de transferts monétaires aux ménages. Lorsque l'incidence de la pauvreté est élevée, de telles mesures impliquent une mobilisation de ressources importante de la part du gouvernement. Elles impliquent également une injection substantielle de fonds publics dans l'économie nationale, pour atteindre une population qui va principalement consommer les transferts qu'elle reçoit. L'augmentation de la demande des ménages qui en découle va se porter sur toutes sortes de biens et de services et aura un impact économique différent selon qu'elle atteint les marchés qui ont la capacité nécessaire pour y répondre efficacement et assez rapidement pour empêcher les prix d'augmenter.

Or le manque d'intégration du marché, qui est caractéristique des zones isolées et les villages ruraux où ces programmes de protection sociale sont particulièrement nécessaires, implique qu'une telle hausse de la demande des ménages pourrait générer des effets sur les prix et ainsi réduire les bénéfices des transferts à la fois pour les bénéficiaires, dont le revenu réel n'augmenterait pas autant qu'escompté, et pour les non-bénéficiaires, dont le pouvoir d'achat se trouverait réduit. Une telle hausse des prix peut aussi entraîner une augmentation des importations, réduisant ainsi le bénéfice potentiel pour les producteurs locaux (Barrientos 2012). Ces risques pourraient donc potentiellement affecter l'efficacité des politiques de transferts sociaux.

Depuis la mise en œuvre des projets pilotes de transferts sociaux dans les années 2000, la recherche sur les transferts sociaux a principalement porté sur les modalités de mise en œuvre et leur impact au niveau des ménages, de leur comportement et de leur prise de décision. Très peu d'études (Alderman et Yemtsov 2014) ont analysé ou testé empiriquement l'impact que ces transferts sont susceptibles d'avoir sur l'économie locale.

Nous avons donc développé un modèle macroéconomique de l'économie cambodgienne, qui a été conçu spécifiquement pour simuler un large éventail de politiques sociales et des stratégies de ciblage des ménages (Levy et Robinson 2014). Cet outil de simulation permet d'analyser l'impact que peuvent avoir de telles politiques de protection sociale sur une économie en développement. Cette étude illustre pourquoi les transferts sociaux pourraient induire des effets de prix qui pourraient réduire l'efficacité de ces politiques et de ce fait justifier la mise en œuvre d'investissements complémentaires pour bénéficier pleinement l'économie nationale.

## **Les effets de prix et l'impact sur les marchés locaux**

Lorsque les politiques de transferts sont simulées isolément, nous ne trouvons aucune augmentation du revenu national réel, même lorsque 2 pour cent du produit intérieur brut est distribué aux ménages et même si la politique est entièrement financé par l'aide internationale ou par les revenus du pétrole et du gaz du Cambodge - évitant ainsi une augmentation de la charge fiscale sur le secteur privé qui serait susceptible de ralentir la croissance économique. Quelle que soit la stratégie de ciblage des ménages qui est utilisée, les transferts semblent insuffisants à promouvoir la croissance économique. Pour quelle raison?

Nos résultats montrent que l'introduction rapide d'une politique de transferts sociaux à grande échelle peut donner lieu à des déséquilibres sur les marchés locaux, agricoles en particulier, où l'offre ne parvient pas à s'ajuster assez rapidement à l'augmentation de la demande des ménages – que ce soit par la production ou même, pour certaines parties du pays, par le commerce et les importations. Notre étude montre une augmentation potentielle des prix sur les marchés locaux, ceux des produits agricoles en particulier. Même si de nombreux bénéficiaires décident d'investir une partie du transfert qu'ils reçoivent dans leurs activités de production (bétail, outils, semences), le bénéfice de cet investissement sur l'économie nationale semble insuffisant pour compenser l'effet prix sur les marchés intérieurs.

### **Conjuguer transferts sociaux et investissement productif**

Quel rôle peuvent alors jouer les transferts sociaux dans une stratégie de croissance économique? Nos résultats montrent une forte complémentarité entre ces transferts et l'investissement productif dans l'agriculture (infrastructure rurale, irrigation et intrants qui améliorent la productivité). A niveau de dépense publique donné, nous trouvons qu'un partage à part égal entre investissement productif et transferts sociaux serait plus efficace qu'aucune de ces mesures appliquée seule. Une telle association de politiques crée de fortes synergies et constitue une combinaison bénéfique à la fois pour l'économie et pour la réduction de la pauvreté parmi les ménages cambodgiens.

En stimulant l'offre intérieure pour lui permettre de répondre à l'augmentation de la demande sans augmentation des prix, l'investissement public semble constituer un complément idéal aux transferts, et la combinaison des deux un vigoureux moteur de croissance. Ainsi, associer transferts sociaux et investissements publics ciblés permettrait à la fois de stimuler l'économie locale et de réduire la pauvreté, et ce de façon plus efficace qu'aucune de ces mesures appliquée isolément.

La réduction de la pauvreté parmi l'ensemble des ménages apparaît également plus forte qu'avec des simples transferts. Ainsi les transferts sociaux pourraient voir leur efficacité augmentée s'ils étaient intégrés à un programme d'investissement public et de développement rural qui améliorent la productivité dans les secteurs économiques qui sont essentiels pour les ménages pauvres. Ces politiques sociales et économiques bénéficieraient donc à être conçues de façon conjointe plutôt qu'en parallèle.

Les décideurs politiques disposent de capacités de financement limitées et précieuses. Ils exigent une évaluation réaliste de ce que la protection sociale peut réaliser. Nos résultats suggèrent que l'efficacité de ces politiques pourrait être améliorée en prenant en compte et en soutenant, à un stade précoce de la conception de ces politiques, la capacité de production locale pour répondre à une augmentation soutenue de la demande intérieure.

#### **Sources:**

- Alderman, H. & Yemtsov, R. (2013) How Can Safety Nets Contribute to Economic Growth?, *The World Bank Economic Review*, 27-3
- Barrientos, A. (2012) Social Transfers and Growth: What do we know? What do we need to find out?, *World Development*, 40(1): 11–20.
- Levy, S & Robinson, S (2014) Can Cash Transfers Promote the Local Economy? A Case Study for Cambodia, *IFPRI Discussion Paper*, International Food Policy Research Institute, Washington DC, n° 1334.